

DIRECTION DES ACTIONS DE 'ETAT
Bureau de l'Environnement

ARRETE PREFECTORAL
prescrivant à la société DOW FRANCE à DRUSENHEIM
l'échéancier de réalisation d'une deuxième pomperie

du 22 février 2005

LE PRÉFET DE LA RÉGION ALSACE
PRÉFET DU BAS-RHIN

- VU** le code de l'Environnement, notamment le titre I^{er} du livre V,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** la loi n° 2003-699 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages,
- VU** l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs,
- VU** l'arrêté préfectoral du 7 juin 2002 imposant à la société DOW FRANCE située au 8, route de Herrlisheim à DRUSENHEIM, la réalisation d'une étude sur la vulnérabilité du local pomperie vis-à-vis des risques inhérents aux installations de stockage et de production situées à proximité,
- VU** l'étude sur la vulnérabilité du local pomperie complétée en juin 2004,
- VU** le rapport du 18 novembre 2004 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées,
- VU** l'avis du Conseil départemental d'hygiène en date du 18 janvier 2005
- APRÈS** communication au demandeur du projet d'arrêté complémentaire,
- SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
- CONSIDERANT** la vulnérabilité potentielle de la pomperie et de ses équipements en cas d'incendie dans les bâtiments proches de cette dernière,
- CONSIDERANT** que l'étude de vulnérabilité du local pomperie a conclu à la nécessité de mettre en place une deuxième pomperie afin d'assurer l'alimentation en eau le réseau incendie en cas de détérioration de la pomperie actuelle,
- SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1 –

La société DOW FRANCE à DRUSENHEIM présentera **sous un délai de 3 mois** une étude de réalisation d'une deuxième pomperie permettant d'alimenter le réseau incendie de l'ensemble du site DOW à DRUSENHEIM.

Cette deuxième pomperie sera opérationnelle **avant le 31 décembre 2005**.

Article 2 – PUBLICITÉ

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de DRUSENHEIM et mise à la disposition de tout intéressé, sera affichée dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 3 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions de présent arrêté seront à la charge de la Société DOW FRANCE.

Article 4 – DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 – SANCTIONS

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application du chapitre IV du titre I^{er} du Livre V du Code de l'Environnement.

Article 6 – EXECUTION - AMPLIATION

- Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
- le Sous-Préfet de HAGUENAU,
- le Maire de DRUSENHEIM,
- le Directeur départemental de la sécurité publique,
- les inspecteurs des installations classées de la DRIRE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la Société DOW FRANCE.

LE PRÉFET,

Délai et voie de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de la notification, par le demandeur, ou dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage des présentes décisions par des tiers ou les communes intéressées (article L 514-6 du Code de l'Environnement).